

Social Logic of Student Involvement in Informal Economics In Korhogo, Northern Ivory Coast

GACHA Franck-Gautier¹, ADAMAN Sinan², AFFESSI Adon Simon³

¹Enseignant-Chercheur, Département de Sociologie, UFR Sciences Sociales,
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)
gachaf@gmail.com

²Enseignant-Chercheur, Département de Sociologie, UFR Sciences Sociales,
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)
sinanadaman@yahoo.fr

³Enseignant-Chercheur, Département de Sociologie, UFR Sciences Sociales,
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)
affessi_adon@yahoo.fr

Abstract— Around the world, economic crises are leading people to move towards the informal economy. This sector is developing particularly in the developing countries, which are more likely to be unemployed. In these countries, populations are engaged in "small activities" that develop exponentially, attracting a large number of actors among which is the student body, supposed to devote himself to studies. What explains the propensity of students to reconcile academic studies and economic activities? This article aims to explain the reasons for the presence of students in the informal sector in Korhogo. Using "snowball" sampling, we were able to conduct semi-structured interviews with 67 students engaged in lucrative activities in parallel with their academic studies. The results indicate that the informal sector is booming in this city in northern Côte d'Ivoire. Various commercial activities develop and are animated by social actors of varied socio-cultural conditions, including students oriented to the University of Korhogo. The reasons for the practice of economic activities by the latter are multiple: break the parental or tutorial financial dependence, acquisition by itself of didactic tools, constitution of a savings, and financial emancipation with regard to the men.

Keywords— *Social Logic, Involvement, Student, Informal economy, Korhogo.*

LOGIQUES SOCIALES DE L'IMPLICATION DES ETUDIANTS DANS L'ECONOMIE INFORMELLE A KORHOGO, AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Résumé— De par le monde, les crises économiques amènent les populations à s'orienter vers l'économie informelle. Ce secteur se développe particulièrement dans les PED, davantage gagnés par le chômage. Dans ces pays en question, les populations s'adonnent à de « petites activités » qui se développent de façon exponentielle, attirant un grand nombre d'acteurs parmi lesquels figure la gent étudiante, censée se consacrer aux études. Qu'est-ce qui explique donc la propension des étudiants à concilier cursus académique et activités économiques ? Cet article entend expliquer les raisons de la présence des étudiants dans le secteur informel à Korhogo. En procédant par l'échantillonnage « boule de neige », nous avons pu réaliser des entretiens semi-structurés avec 67 étudiants exerçant des activités lucratives parallèlement à leur cursus académique. Les résultats indiquent que le secteur informel est en plein essor dans cette ville du nord de la Côte d'Ivoire. Diverses activités commerciales se développent et sont animées par des acteurs sociaux de conditions socioculturelles variées, dont des étudiants orientés à l'Université de Korhogo. Les raisons de la pratique des activités économiques par ces derniers sont multiples : rupture de la dépendance financière parentale ou tutorale, acquisition par soi-même d'outils didactiques, constitution d'une épargne, émancipation financière à l'égard des hommes.

Mots-clés— *Logiques Sociales, Implication, Etudiant, Economie informelle, Korhogo.*

INTRODUCTION

Les crises économiques que les Etats africains ont connues ou connaissent encore amènent les populations à s'orienter vers l'économie informelle ou secteur informel. Ce secteur, désignant certaines unités de production de richesses qui échappent au contrôle de la fiscalité, s'est particulièrement développé dans les pays en voie de développement, davantage gagnés par le chômage. Selon la Confédération Mondiale du Travail (2002), deux citadins africains sur trois gagnent leur vie dans le secteur informel, et bientôt ce secteur générera 93% des emplois.

En Côte d'Ivoire, dès 1981, les réformes économiques initiées par l'Etat n'ont pas été à la hauteur des résultats escomptés. Non seulement, l'on assiste à l'accroissement de la dette extérieure du pays (de 2371 milliards en 1985 à 8468 milliards en 1996), mais l'on assiste aussi à des licenciements massifs, à la privatisation des entreprises publiques, à la suppression de certains avantages faits aux étudiants (gratuité de la carte de bus, de la restauration et de l'hébergement en résidence universitaire). La conséquence directe de ces réformes économiques est l'élévation du taux de chômage qui va avoisiner 70% dès 1994.

Cette situation va pousser les populations à s'adonner à de « petites activités »¹: ateliers de menuiserie, salons de coiffure, restaurants, maquis et bars, pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Ainsi, dénombre-t-on un effectif de 982.000 opérateurs dans ce secteur non structuré sur un total de 1.331.000 actifs (INS, 2002). Paradoxalement, en même temps qu'il permet à l'Etat de surmonter son incapacité à insérer les diplômés, il constitue une menace pour l'économie nationale puisqu'il échappe à la fiscalité, et vu qu'il génère des richesses qui profitent aux seuls acteurs du secteur. Par ailleurs, les activités du secteur informel se développent de façon exponentielle en attirant un grand nombre d'acteurs parmi lesquels figure bien la gent étudiante, censée se consacrer exclusivement aux études.

Dans la ville de Korhogo, au nord de la Côte d'Ivoire, les étudiants s'investissent de plus en plus dans les activités dites informelles pour pouvoir subvenir à leurs besoins, sans rien attendre nécessairement de leurs parents. Ces activités permettent de générer des gains mensuels qui peuvent osciller entre 25.000 FCFA et 60.000 FCFA, en fonction de la demande sociale et de certaines périodes fastes de l'année. Mais, cette forte implication de la gent étudiante dans l'économie informelle n'est pas sans

risque pour les acteurs : absences répétées aux séances de cours, redoublement du niveau d'étude, voire le renvoi définitif de l'effectif des étudiants. Ces périls ne semblent pas altérer la motivation des étudiants, qui s'adonnent d'ailleurs de façon assidue aux activités économiques informelles. Qu'est-ce qui favorise cet état de fait ? Qu'est-ce qui explique cette propension des étudiants à concilier cursus académique et activités économiques ? Pourquoi ces derniers s'investissent dans de telles activités, perdant quelques fois de vue ce pour quoi ils ont été orientés à l'université de Korhogo ? Toutes ces questions trouveront réponses dans la suite de ce travail dont l'objectif principal est d'expliquer les raisons de la présence des étudiants dans le secteur informel.

De façon spécifique, nous allons d'abord identifier la catégorie d'étudiants (âge, filière, niveau d'étude, genre) qui s'implique le plus dans les activités économiques informelles, ensuite répertorier les secteurs d'activités les plus prisés et enfin, relever les causes de l'amplification de ce phénomène à Korhogo. L'article est structuré en trois parties : d'abord, la démarche méthodologique ; ensuite, les résultats ; enfin, la discussion des résultats. La conclusion revient sur les principaux résultats obtenus et ouvre des perspectives sur la portée scientifique du travail.

I. MATERIEL ET METHODES

Pour atteindre nos objectifs, nous avons sillonné les différentes zones d'enquête de la ville de Korhogo, entre le 22 décembre 2017 et le 2 janvier 2018, en prenant soin d'identifier et recenser exhaustivement les espaces de vente animés ou tenus par des étudiants : cabines téléphoniques, cybercafés, restaurants, magasins d'articles divers, etc. Le choix de cette période s'explique par le fait qu'elle est marquée par l'effervescence liée aux fêtes de fin d'année, mais aussi et surtout parce qu'elle constitue les congés de Noël, et donc la vacance des cours sur l'université. Les étudiants sont ainsi plus enclins à exercer leurs activités économiques en toute quiétude, mettant provisoirement en sursis la pression occasionnée par la conciliation des études et l'exercice des activités économiques. En procédant par l'échantillonnage « effet boule de neige », nous avons pu rencontrer 67 étudiants exerçant différentes activités parallèlement à leur cursus académique. La population cible comprend donc des étudiants et des étudiantes que nous avons rencontrés préférentiellement sur le lieu d'exercice de l'activité ou dans un autre endroit de leur choix. Nous avons procédé à des questionnaires en face-à-face de sorte à favoriser une meilleure expression de leurs motivations. En dehors des étudiants, nous avons eu un entretien semi-structuré avec la Responsable du Service de la Scolarité de l'Université de Korhogo pour saisir l'ampleur du

¹ Initialement, ces activités étaient essentiellement exercées par les populations étrangères, originaires des pays de la CEDEAO, les ivoiriens se préoccupant d'obtenir un salaire mensuel en contrepartie d'un emploi stable dans la Fonction publique ou le secteur privé tertiaire.

phénomène en connaitre les raisons. L'analyse des données a été faite en procédant à la retranscription intégrale des entretiens, puis à une analyse du contenu du discours des enquêtés. Le mode de traitement des données a reposé sur l'analyse quantitative et qualitative des informations à l'aide du logiciel Sphinx plus2.

II. RESULTATS ET ANALYSES

L'étude s'intéresse spécifiquement aux étudiants qui pratiquent les activités à but lucratif. Ces étudiants concilient leurs activités économiques avec leur emploi du temps académique ; ils poursuivent leur cursus universitaire tout en demeurant dans une activité

économique. La lecture sociologique du phénomène étudié devient très intéressante puisqu'il s'agit en toile de fond de questionner les stratégies mises en œuvre par les étudiants pour construire et maintenir tant le statut d'apprenant que celui d'opérateur économique ou de travailleur à temps partiel. Dans ce travail, nous voyons successivement : 1- les caractéristiques des étudiants, 2- la nomenclature des activités exercées, 3- les gains générés par les activités, 4- les causes de la ruée des étudiants vers l'économie informelle, 5- les raisons de l'exercice des activités lucratives, et 6- les risques inhérents à la conciliation des études et des activités économiques.

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants

2.1.1. Le sexe

Tableau 1. Répartition des enquêtés selon le sexe

Sexe	VA	VR (%)
Masculin	29	43,28
Féminin	38	56,72
Total	67	100

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Le dépouillement effectué après les enquêtes montre que les activités économiques informelles sont pratiquées aussi bien par les étudiants que par les étudiantes. En effet, selon les statistiques du tableau, l'on enregistre 29 étudiants (soit 43,28%) et 38 étudiantes (soit 56,72%). La forte proportion des étudiantes dans les activités économiques informelles se justifie par le fait qu'elles

2.1.2. L'âge et le niveau d'étude

Tableau 2. Répartition des étudiants selon la tranche d'âge et le niveau d'étude, toutes filières confondues.

Tranches d'âge \ Niveau d'études	18 – 21	22 – 25	25 et plus	Total
Licence 1	3	-	-	3
Licence 2	1	5	3	9
Licence 3	1	4	2	7
Master 1	-	26	1	27
Master 2	-	18	3	21
Total	5	53	9	67

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Nous avons réparti les enquêtés en différentes tranches d'âge pour une meilleure appréciation du phénomène. Ainsi, dénombre-t-on 7,46% des enquêtés âgés de 18 à 21 ans, 79,10% dont l'âge est compris entre 22 ans et 25 ans, enfin 13,43% âgés de plus de 25 ans. Les étudiants dont l'âge varie entre 22 ans et 25 ans sont présents dans la ville de Korhogo depuis au moins 3 ans, suite à leur orientation à l'université de ladite ville. Selon les données

recherchent plus rapidement que les garçons une autonomie financière pour subvenir à leurs besoins (achat de vêtements à la mode, chaussures, artifices divers, etc.). Selon les propos de l'étudiante Z.A.D., « *l'exercice d'une activité lucrative nous permet de subvenir à nos multiples besoins et, de ce fait d'éviter d'être sous une tutelle masculine* ».

de nos enquêtes, la plupart des étudiants interrogés ont déjà franchi le niveau Licence et sont inscrits au niveau Master (71,64%) dans les différents départements d'enseignement de l'Université Peleforo Gon Coulibaly. A partir de ce niveau d'étude, les emplois du temps sont généralement moins denses que ceux du cycle antérieur (Licence). Ce qui occasionne par ricochet un relâchement de la pression liée aux études, générant du coup beaucoup

plus de temps libre à consacrer à l'exercice d'activités lucratives. De plus, les ressources financières émanant des parents s'amenuisant avec le temps, les étudiants en Masterexplorent des alternatives pour subvenir à leurs besoins. A ce niveau d'étude où l'âge moyen oscille entre 23 et 25 ans, certains parents estiment que leurs progénitures sont suffisamment matures pour se prendre en charge, ou du moins se trouver des moyens additionnels aux ressources financières qu'ils leur envoient mensuellement. Devenus plus grands, vraisemblablement plus responsables et résidant à

2.2. La cartographie des activités exercées

Tableau 3. Répartition des étudiants selon l'activité exercée et le sexe

Sexe \ Activités exercées	Masculin	Féminin	Total	VR (%)
Gérance de cabine téléphonique	8	3	11	16,42
Gérance de cybercafé	3	1	4	5,97
Conduite de taxi-moto	5	-	5	7,46
Vente de denrées alimentaires	-	7	7	10,45
Service de Restaurant / débit d'alcool / Bar climatisé	2	13	15	22,39
Vente de tenues vestimentaires et accessoires divers	-	5	5	7,46
Gérance de débit d'alcool	5	4	9	13,43
Photographie/Reportage	5	-	5	7,46
Propriétaire de salon de coiffure	1	3	4	5,97
Promotions / Actions publicitaires	-	2	2	2,98
Total	29	38	67	100

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Le service dans les restaurants ou autres lieux similaires et la gérance des cabines téléphoniques sont les activités qui recensent le plus grand nombre d'étudiants avec respectivement 22,39% et 16,42% de la population étudiée. Viennent ensuite la gérance des débits d'alcool et la vente de denrées alimentaires qui regroupent respectivement 13,43% et 10,45% des étudiants. D'autres activités sont également exercées comme la conduite de taxi-moto (7,46%), la vente de vêtements (7,46%), la photographie (7,46%), la gérance de cybercafés (5,97%), la gérance de salon de coiffure (5,97%) et les promotions publicitaires (2,98%) pour des marques et entreprises commerciales.

Par ailleurs, nous avons croisé les variables « sexe » et « activités exercées » pour ressortir les activités dans lesquelles un genre spécifique est prépondérant par rapport à l'autre et en donner les explications. La forte présence des étudiantes dans le service des restaurants, bars climatisés et débits d'alcool répond à une logique mercantiliste de la part des propriétaires de ces endroits.

Korhogo depuis au moins 4 ans, ils s'inscrivent dans une logique de prise en charge personnelle, sans nécessairement attendre l'apport financier mensuel des parents. Quant aux étudiants dont l'âge varie entre 18 ans et 21 ans, étant nouvellement orientés à Korhogo et n'ayant pas suffisamment d'attaches dans la ville, ils sont donc préoccupés par leurs études et s'y consacrent entièrement. Ce qui explique leur faible proportion dans la population des étudiants exerçant une activité économique.

En effet, la clientèle des endroits susmentionnés est essentiellement composée d'hommes, mariés ou non, qui prennent plaisir à draguer ou taquiner les serveuses. Ces dernières se prêtent parfois au jeu en arborant intentionnellement des tenues qui forcent l'admiration et frisent la séduction. En outre, on dénombre une proportion non négligeable d'étudiants, les jeunes garçons majoritairement, dans la gérance des cabines téléphoniques. Cela s'explique par le fait que l'installation desdites cabines ne nécessite pas des moyens onéreux de la part du promoteur : l'espace squatté est généralement négocié, la logistique utilisée rudimentaire, la taxe municipale non perçue. De plus, c'est une activité qui exige de la mobilité, de l'ouverture d'esprit mais aussi de la fermeté et de la maîtrise de soi à l'égard de la clientèle. C'est également une activité qui expose à des agressions physiques ou à des vols de la part d'individus mal intentionnés. Selon les propos de l'étudiant K. O. T., « *Les filles ne peuvent pas faire ce travail ; elles ne savent pas taquiner les clients et leur visage est toujours*

fermé ; en plus, quand il y a des incompréhensions, les filles se fâchent plus vite et n'hésitent pas à traiter le client de tous les noms, ce qui engendre des problèmes ».

Enfin, les étudiants sont présents dans d'autres activités en fonction des moyens d'investissement dont ils disposent pour entreprendre.

2.3. Les gains générés par les activités

Tableau 4. Estimation du gain journalier

Gain journalier(en francs CFA)	VA	VR (%)
Moins de 2.000F	38	56,72
2.001 F - 3.000F	17	25,37
3.001 F - 4.000F	7	10,45
4.001F -5.000F	3	4,48
5.001 F et plus	2	2,98
Total	67	100

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Selon les données du tableau, plus de la moitié (56,72%) de la population étudiée engrange moins de 2000 francs CFA par jour. Le quart des enquêtés (25,37%) perçoit un montant compris entre 2001 FCFA et 3000 FCFA. Enfin, ceux qui perçoivent au moins 3001 FCFA quotidiennement représentent 17,91% des enquêtés. Il faut dire que les gains générés au quotidien sont fonction de l'activité pratiquée et de la demande du marché. Ainsi, les étudiants qui pratiquent les activités liées aux débits d'alcool, au transport en taxi-moto ou encore à la vente de denrées alimentaires et aux cybercafés ont des gains

journaliers supérieurs à ceux qui gèrent les cabines téléphoniques ou font de la promotion publicitaire pour des marques ou entreprises de la place. Par ailleurs, le positionnement géographique de l'activité exercée peut influencer le gain journalier ; plus le site d'implantation de l'activité connaît de l'affluence, plus le bénéfice engrangé est conséquent. Un autre facteur intervenant dans la majoration du gain quotidien est la demande sociale de l'article proposé à la clientèle : plus l'article coïncide avec les aspirations socioéconomiques des acteurs, plus la marge bénéficiaire est élevée.

2.4. Les causes de la présence des étudiants dans l'économie informelle

Tableau 5. Les causes de la ruée des étudiants vers l'économie informelle

Causes identifiées	VA	VR (%)
Amenuisement/irrégularité de l'apport financier mensuel des parents	15	22,39
Insuffisance des logements universitaires	4	5,97
Déficit / coût élevé du transport urbain	21	31,34
Cherté des denrées alimentaires et autres accessoires vitaux	17	25,37
Non bénéficiaire de la bourse ou du secours financier annuel de l'Etat	10	14,92
Total	67	100

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

S'investir dans les activités économiques informelles est lié à diverses causes. Sur les 67 étudiants interrogés, 21 imputent l'exercice de l'activité au déficit et au coût élevé des tarifs du transport urbain. Ensuite, 17 étudiants mettent en cause la cherté des denrées alimentaires de première nécessité et des autres accessoires vitaux : riz, sucre, lait, banane plantain, légumes, etc. Pour certains étudiants (15), l'irrégularité de l'apport financier mensuel des parents/tuteurs justifie leur investissement dans

l'économie informelle. Enfin, pour une proportion non négligeable d'acteurs ; soit 14,92% des enquêtés, le fait de ne pas bénéficier de la bourse annuelle ou de l'aide financière de l'Etat et l'insuffisance des logements universitaires sont les causes tangibles de la ruée des étudiants vers le secteur informel.

Si l'on s'en tient aux données fournies par le tableau 5, les causes de l'invasion du secteur informel par les étudiants sont familiales, structurelles et institutionnelles.

C'est justement parce que les étudiants constatent un relâchement du soutien familial, un déficit structurel et institutionnel des collectivités locales et de l'Etat qu'ils se résilient à exercer dans le secteur informel. De manière concrète, au niveau du transport urbain, le déplacement des étudiants de leurs domiciles à l'Université est assuré par les autobus du CROU-K² moyennant un forfait journalier de 200 FCFA en aller et retour. Ces derniers, en nombre limité, éprouvent des difficultés à transporter tous les étudiants, qui s'orientent en connaissance de cause vers les taxis-motos. Ces engins, bien que pratiques, affichent des tarifs pas toujours à la portée des étudiants : au moins 400 FCFA par jour en aller et retour pour les courts trajets et plus de 400 FCFA pour les plus longs. Pour réduire donc les dépenses liées aux déplacements, certains étudiants décident d'acquérir des motos. G. K. F., étudiant en master de sociologie, situe l'importance de disposer de sa propre moto :

« Par le passé, pour aller à la fac et pour toutes mes courses, je prenais les taxis-motos. Je dépensais beaucoup d'argent ; quelquefois, mon argent du mois finissait avant terme. J'étais donc obligé de marcher le reste du temps en attendant que ma mère m'envoie de l'argent. Depuis que j'ai ouvert mes deux salons de coiffure, j'ai pu m'acheter une KTM³. Avec seulement 2000F de carburant, je peux rouler pendant 10 à 14 jours sans problème».

En dehors du déficit du transport urbain, l'irrégularité de l'appui financier mensuel des parents et la cherté des denrées alimentaires constituent des causes de la reconversion des étudiants en agents économiques. En effet, il est difficile pour certains parents d'honorer régulièrement leurs engagements financiers mensuels à l'égard de leurs progénitures. Dans un tel contexte et dans une ville où les étudiants n'ont généralement pas d'ancrage familial, exercer un « petit métier » se révèle être une alternative pour acquérir des outils didactiques, se nourrir, se vêtir, se déplacer, se soigner et se loger. Concernant ce dernier aspect, il faut souligner que les capacités d'accueil des résidences universitaires du CROU-K sont en-deçà de la demande en logements. A cela s'ajoute le fait que les étudiants peinent à trouver des familles d'accueil quand ils sont orientés à l'Université de Korhogo. Pour pallier cela, quelques étudiants décident

par conséquent de se mettre ensemble (à 2, 3 ou 4) pour habiter un même appartement et partager les dépenses afférentes au ménage ainsi constitué. Tous ces facteurs sont de nature à favoriser une reconfiguration du statut de l'étudiant, censé par définition se consacrer uniquement à ses études.

²CROU-K : Centre Régional des Œuvres Universitaire de Korhogo.

³KTM est une marque chinoise de moto très prisée par les populations en général et par la jeunesse de Korhogo en particulier du fait de sa manœuvrabilité et de sa faible consommation en carburant.

2.5. Les raisons de la pratique d'activités lucratives

Tableau 6. Les raisons justificatives de l'exercice d'activités économiques

Raisons évoquées	Sexe	Masculin	Féminin	Total	VR (%)
Le manque d'embauche dans les entreprises	4	5	9	13,43	
Ne pas dépendre des parents et/ou tuteurs	5	14	19	28,36	
Ne pas subir le diktat d'un homme	-	5	5	7,46	
Acheter des fournitures didactiques	9	6	15	22,39	
Payer le loyer et autres charges domestiques	6	1	7	10,45	
Epargner de l'argent pour plus tard	5	7	12	17,91	
Total	29	38	67	100	

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Les déterminants de l'exercice des activités économiques par les étudiants sont multiples et variés. Les arguments convoqués pour légitimer la pratique d'une activité économique parallèlement aux études sont aussi divers qu'évocateurs de la réalité sociale des étudiants. En effet, plus du quart des enquêtés, essentiellement des filles, justifie l'exercice de l'activité lucrative par la volonté de rupture d'avec la dépendance parentale tandis que 22,39% des étudiants, notamment des garçons, le font pour se procurer soit un ordinateur, soit une calculatrice scientifique, soit une tablette multimédia, soit des polycopies, soit un ouvrage ou tout autre outil didactique pouvant contribuer à leur formation. Autrement dit, les revenus tirés de ces activités permettent aux étudiants de s'affranchir du soutien parental ou tutorial pour s'offrir eux-mêmes ce dont ils ont besoin. En outre, 17,91% des étudiants interrogés ont affirmé travailler dans l'informel en vue de se constituer une épargne qui servira en temps

opportun à préparer un concours administratif ou à investir dans un secteur plus rentable. Certaines étudiantes ont avancé l'argument selon lequel l'exercice d'une activité lucrative leur évite d'être sous une tutelle masculine comme l'atteste les propos de l'enquêtée Y. P. : « *En vendant des articles ou en exerçant une petite activité, les hommes ne peuvent pas faire le malin sur toi* ». Une autre étudiante, G. S. D., renchérit en disant : « *Je préfère vendre des articles pour trouver de quoi manger et m'habiller que de vendre mon corps aux hommes avides de sexe* ». Autrement dit, la pratique des activités économiques dans la ville de Korhogo met les étudiantes à l'abri du harcèlement sexuel et des rapports sexuels, en retour du service financier rendu. Pour la gent masculine, pratiquer une activité économique permet de disposer permanent de ressources financières en vue de faire face aux sollicitations sociales (loyers, factures, nourriture, aides financières à un proche, etc.).

2.6. La perception des risques liés à l'exercice d'activités économiques

Tableau 7. Les opinions des étudiants sur la conciliation entre les études et les activités informelles

Risques perçus par les étudiants	VA	VR (%)
Absences répétées aux séances de cours	49	73,13
Mauvaise note aux évaluations continues	53	79,10
Echec aux examens terminaux	61	91,04
Redoublement du niveau d'étude	37	55,22
Rétrogradation en cours du soir	44	65,67
Renvoi définitif du système universitaire	58	86,57

Source : Données d'enquête, décembre 2017.

Ici, l'analyse se fait en tenant compte de la récurrence des items dans les propos des répondants et non plus à partir d'une distribution discriminatoire des répondants par

item. Cela dit, il faut noter que la forte implication de la gent étudiante dans l'économie informelle n'est pas sans risques. En effet, les étudiants sont pleinement

conscients des risques encourus dans la tentative de conciliation des études et l'exercice des activités lucratives. Ainsi, pour 91,04% des étudiants, se consacrer à des activités économiques engendre des risques élevés : échec aux examens suivi souvent de renvoi ; 86,57% d'entre eux estiment que le risque d'être définitivement renvoyé du système académique est important. Les autres risques non moins majeurs sont les suivants : mauvaises notes aux évaluations continues lors des travaux dirigés ou travaux pratiques (79,10%) ; absences répétées de l'étudiant aux séances de cours (73,13%) ; rétrogradation en cours du soir (65,67%) pour deux redoublements consécutifs ; redoublement du niveau d'étude (55,22%). Sur la question, la responsable de la scolarité centrale donne des éclairages en ces termes :

« Depuis l'année académique 2015-2016, les résultats sont de plus en plus mauvais : beaucoup d'étudiants sont reversés en cours du soir, d'autres sont exclus du système et d'autres encore ont toujours des crédits dans le niveau antérieur. Je ne saurai vous dire à quoi cela est dû mais je reste convaincue que les enfants ne sont plus assidus aux cours et étudient de moins en moins. Personnellement, j'en vois qui traînent dans les cybercafés et les maquis de la ville ».

En dépit des risques évoqués plus haut, les étudiants estiment que les activités économiques dans lesquelles ils s'investissent constituent pour eux une réponse à la rudesse de la vie sociale et à ses exigences. Toutefois, selon eux, ces activités ne sauraient supplanter les études de sorte à entraîner un abandon. Ce qui est fort discutable dans la mesure où les activités économiques, dans l'optique de la maximisation des profits générés, exigent parfois un plein investissement de l'acteur concerné, l'obligeant à reléguer au second plan les autres préoccupations légitimes dont les études universitaires. La conciliation des études et des activités informelles n'est donc pas sans danger pour l'étudiant.

III. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Dès 1970, la crise économique, due à la chute des cours mondiaux des matières premières, va accroître le taux de chômage en Côte d'Ivoire. Cette situation va obliger les populations à s'adonner à de nouveaux types d'activités dites « informelles » ou « non structurées ». Selon Charmes (2003), le travail informel a débuté dans les maisons des acteurs sociaux en situation de chômage avant de s'étendre par la suite dans les rues. Cela se confirme dans notre travail qui montre que les activités pratiquées par les étudiants et étudiantes se déroulent essentiellement dans les rues, les quartiers populaires et les

artères principales à forte affluence humaine. Selon un rapport de l'AGEPE (2001), la majorité des jeunes urbains (94,5%) exercent dans le secteur informel, en raison de la crise économique que traverse la Côte d'Ivoire, accentuée par les crises socio-politiques répétitives et de l'échec des politiques d'insertion professionnelle. Cet état de fait est également confirmé par les travaux de Doumbia (2008). Le chômage connaissant une montée exponentielle, les acteurs sociaux vont élaborer des stratégies en vue de s'adapter aux contingences sociales : l'économie informelle apparaît ainsi comme une « bouée de sauvetage ». C'est ce que confirme Maldonado (1999) lorsqu'il lie le développement du secteur informel à la rareté des embauches et aux contraintes juridiques auxquelles sont confrontés les acteurs économiques. Pour lui, la naissance et le développement de ce secteur sont la résultante de la dynamique du travail qui, n'étant pas maîtrisée, crée une situation sociale explosive. La conclusion de cet auteur coïncide avec les résultats obtenus dans notre étude. En effet, 13,43% des étudiants ont évoqué le manque d'embauches dans les entreprises comme une des raisons de leur présence dans l'économie informelle. Dans la même veine, Touré (1985) souligne que les conditions créées par les politiques économiques des Etats africains engendrent la naissance de « petits métiers » qui se présentent comme l'alternative pour les populations de pouvoir se prendre en charge. Cet auteur nous rejoint dans la mesure où nos résultats indiquent également que 79,10% des étudiants en Master et 20,90% des étudiants en Licence s'investissent dans l'économie informelle pour subvenir à leurs besoins. D'autres auteurs comme Benié (1993), Lachaud (1988) et Kharoufi (1992) ont mis en évidence des aspects que nous n'avons pas questionnés dans ce travail. Ils insistent sur le rôle de l'économie informelle dans le développement des pays. Pour Benié (1993), les pouvoirs publics ivoiriens ont privilégié les activités dites « modernes » aux activités dites « traditionnelles ». Mais, l'échec relatif des politiques d'industrialisation et la dégradation de la situation de l'emploi dans le secteur moderne ont conduit les pouvoirs publics à s'en remettre au secteur informel pour asseoir le surplus de la main-d'œuvre dans les grands centres urbains. Lachaud (1988) propose de mieux intégrer le concept « secteur informel » au fonctionnement du marché du travail, tout particulièrement dans une optique d'éradication de la pauvreté urbaine, car ce secteur joue un rôle non négligeable dans le processus de développement en produisant des richesses pour une main-d'œuvre abondante. Kharoufi (1992) montre l'importance du secteur informel dans le développement de la société égyptienne. Selon lui, les mesures visant à l'endiguer doivent disparaître pour laisser place à d'autres mesures

permettant de mieux le structurer puisque l'économie informelle peut aider les Etats à faire face à la crise économique à laquelle ils sont confrontés. Ces derniers aspects que nous n'avons pas mentionnés dans notre étude peuvent en constituer une faiblesse. Des travaux ultérieurs pourraient donc embrasser ces dimensions afin de mieux situer les enjeux de l'économie informelle dans la dynamique des sociétés africaines.

IV. CONCLUSION

Le secteur informel est en plein essor dans la ville de Korhogo. Dans tous les quartiers de ladite ville et sur les artères principales se développent des activités commerciales de diverses natures allant de la vente illicite de carburant à la vente de denrées alimentaires en passant par la vente ambulatoire et les débits de boissons. C'est un secteur qui regroupe des acteurs sociaux de conditions socioculturelles et économiques variées, intégrant de plus en plus de nouveaux acteurs arrivés récemment dans la ville : les étudiants. Ces derniers sont orientés à l'Université de Korhogo en vue de poursuivre leurs études supérieures. Mais, les réalités sociales et économiques des uns et des autres dans cette ville les amènent à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation aux nouvelles conditions de vie. La présence des étudiants dans l'économie informelle à Korhogo est donc le résultat d'un processus continu d'accommodation aux contingences sociales. Les déterminants de la pratique des activités économiques par les étudiants sont multiples et variés. Pour certains, s'investir dans l'économie informelle est moyen de rompre avec la dépendance financière des parents ; pour d'autres, c'est le moyen de se procurer par soi-même un ordinateur, un ouvrage ou tout autre outil didactique pouvant contribuer à leur formation. D'autres encore, à partir de leurs activités lucratives, se constituent une épargne qui pourrait servir à présenter ultérieurement un concours administratif. Singulièrement, en ce qui concerne les étudiantes, beaucoup d'entre elles exercent une activité lucrative pour s'affranchir du « diktat » des hommes sur le plan sexuel ou sentimental. Par ailleurs, les bénéfices issus des activités lucratives contribuent à compenser le déficit de soutien parental et à améliorer autant que faire se peut les conditions de vie et d'étude des acteurs concernés, quand bien même ces activités les exposent à de multiples risques dont ils sont eux-mêmes conscients : échec aux examens terminaux, l'exclusion du système académique, les absences répétées, le redoublement du niveau d'étude. En définitive, nous pouvons retenir que l'investissement des étudiants dans l'économie informelle se présente comme une recomposition de leur statut social de départ : d'apprenants, ils deviennent entreprenants. Ainsi, les réalités socioéconomiques de la vie à Korhogo

participent-elles à la construction sociale d'étudiants hybrides à cheval sur les études et l'entrepreneuriat, aussi informel soit-il.

REFERENCES

- [1] AGEPE, 2001, *Chômage et sous-emploi des jeunes urbains en Côte d'Ivoire*, Document de travail n°14, Abidjan : Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE).
- [2] BENIE Kouadio Marcel, 1993, *Le secteur informel en Côte d'Ivoire*, Abidjan, BIT, Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique.
- [3] CHARMES Jacques, 2003, « Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel ». Paris : IRD, consulté le 17 mars 2018, disponible sur https://www.researchgate.net/publication/255633920_Les_origines_du_concept_de_secteur_informel_et_la_recente_definition_de_l'emploi_informel
- [4] CHARMES Jacques, 2005, « Femmes africaines, activités économiques et travail : de l'invisibilité à la reconnaissance », *Revue Tiers Monde*, tome XLVI, n° 182, Avril 2005, Paris, pp.255-279.
- [5] CONFEDERATION MONDIALE DU TRAVAIL, 2002, « Travailler dans l'informel : une chance, un risque, un défi », *Rapport annuel sur les droits des travailleurs*, Bruxelles, Département des Droits humains et de Normes internationales du Travail, 50p.
- [6] DOUMBIA Vakaramoko, 2008, *L'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire*, Mémoire de DESS, Abidjan : Cires-Université de Cocody.
- [7] GNAMMANKOU Alice, 2005, *Les conditions de vie et de travail des étudiants dans les résidences universitaires : le cas de la résidence Universitaire de Vridi*, Mémoire de Maîtrise, Institut d'Ethno-Sociologie, Université de Cocody.
- [8] INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2002, *Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages de Côte d'Ivoire*, consulté le 17 mars 2018, disponible sur l'URL <http://www.ins.ci/n/nada/index.php/catalog/41>
- [9] KHAROUFI Mostafa, 1992, « Secteur « informel » et activités urbaines en Égypte : le point sur quelques travaux », *Égypte/Monde arabe*, Première série, 9, consulté le 19 mars. Disponible sur l'URL : <http://journals.openedition.org/ema/1219>
- [10] LACHAUD Jean-Pierre, 1988, *Le secteur informel urbain et le marché du travail en Afrique au Sud du Sahara*, Genève, Institut international d'études sociales, 38p.

[11] MALDONADO Carlos, 1999, L'économie informelle en Afrique face aux contraintes légales et institutionnelles. Genève, ISEP- Bureau international du travail.

[12] TOURE Abdou, 1985, *Les Petits métiers à Abidjan : l'imagination au secours de la conjoncture*, Paris, Karthala, 290p.